

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG91/4**

9 janvier 2001

(01-0079)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: français

## **ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS DE L'AELE ET LE MAROC**

### Questions et réponses

Suite aux questions posées oralement aux Parties lors de la réunion du 6 juillet 2000, la délégation du Maroc a fait parvenir au secrétariat la communication reproduite ici. Elle a été structurée de la même façon que le document WT/REG91/3/Rev.1.

#### **I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD**

##### **2. Type d'accord**

##### **Pourquoi le délai de 12 ans pour le démantèlement des produits industriels?**

La période transitoire de 12 ans prévue par l'accord Maroc-AELE pour l'instauration d'une zone de libre-échange se justifie par le souci de protéger certains secteurs considérés comme sensibles et permettre au Maroc de réaliser la mise à niveau de son tissu industriel afin d'améliorer sa compétitivité et renforcer sa position concurrentielle, et ce avant l'établissement d'une zone de libre-échange avec ces pays.

Il y a lieu de souligner que les différents accord signés par le Maroc avec d'autres partenaires, notamment l'Accord d'association avec l'UE et les accords de libre-échange avec l'Égypte et la Jordanie prévoient la création d'une zone de libre-échange sur une période transitoire de 12 ans.

#### **II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE**

##### **1. Restrictions à l'importation &**

##### **2. Restrictions à l'exportation**

##### **Les répercussions de l'Accord sur les pays tiers**

L'Accord Maroc-AELE ne devrait avoir aucune répercussion sur le commerce des pays signataires de cet Accord avec d'autres partenaires, puisqu'il ne renferme aucune disposition qui empêche les pays signataires d'accorder un traitement NPF aux pays tiers ou de leur accorder une préférence, de même qu'il ne dresse aucune barrière tarifaire et non tarifaire à l'égard du commerce avec les pays tiers.

### **Restrictions quantitatives et leur justifications**

L'Accord Maroc-AELE prévoit dans son article 8 qu'aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ou à l'exportation ni aucune mesure d'effet équivalent ne soit introduite dans les échanges entre les pays de l'AELE et le Maroc.

L'AELE et le Maroc ont éliminé dès l'entrée en vigueur de l'Accord ces restrictions, à l'exception pour le Maroc des produits qui sont repris dans l'Annexe IV de cet Accord et pour lesquels le Maroc maintient des restrictions quantitatives.

Ces restrictions ne concernent qu'un nombre limité de produits et se justifient par des raisons de sauvegarde de la santé des personnes, de la sécurité et de l'ordre public, la protection de la faune et la flore, etc. Ces restrictions sont appliquées d'une manière non-discriminatoire.

Ceci est conforme à la législation nationale et aux dispositions des Article XX et XXI du GATT.

## **8. Dispositions sectorielles**

### **Le statut du secteur agricole**

La Maroc et les États de l'AELE ont conclu des arrangements agricoles bilatéraux. Les arrangements bilatéraux comprennent également des règles d'origine spécifiques pour les échanges de produits agricoles.

---